

# MONA MAKRAM EBEID

## Sénatrice égyptienne et ancienne députée

Bonjour Mesdames et Messieurs, je veux d'abord remercier chaleureusement M. Thierry de Montbrial, qui est infatigable pour nous réunir chaque année et se retrouver avec des amis et débattre certainement des problèmes du jour. Et c'est surtout cela qui est intéressant à la World Policy Conference c'est qu'on est au courant de choses dont on n'a pas l'occasion de discuter. Je voudrais également souligner ici la question de l'éducation des femmes et leur importance.

Je vais passer à l'anglais, car je tiens à souligner la grande importance que le Qatar accorde à l'éducation, notamment avec la création de la cité de l'éducation, où quelques-unes des plus grandes universités américaines, comme Georgetown, Cornell et d'autres, ont trouvé un environnement accueillant où établir des universités sœurs, permettant ainsi aux sociétés de devenir des acteurs mondiaux plus ouverts. Le Qatar est remarquablement sensibilisé à l'éducation comme vecteur de changement. Les femmes y sont en première ligne, fournissant les dimensions pour le développement de ces compétences et valeurs pérennes que sont la liberté, le respect de la diversité et les droits fondamentaux de l'homme.

Avec plus de 40 % de la population du monde arabe âgée de moins de 18 ans, l'éducation est un facteur politique et social majeur, dont les répercussions sur le processus de démocratisation pourront être considérables. Cependant, sans un bon environnement éducatif, il n'y a guère de possibilités pour que les jeunes arabes deviennent des citoyens responsables, capables de consolider et de transformer la mutation sociale pour apporter plus de liberté et libérer les sociétés. Dans ce contexte, les femmes ont un rôle primordial à jouer en matière d'économie durable et de développement social. J'aimerais m'arrêter ici sur deux questions essentielles quant à l'éducation et au rôle des femmes : l'une a trait aux programmes éducatifs phares dans le monde arabe, l'autre au rôle des femmes en tant que ressource inutilisée dans la lutte contre le terrorisme.

Je commencerai par les programmes d'éducation citoyenne. Malgré le potentiel de transition sérieuse vers la démocratie dans certains pays arabes, le contexte général de l'éducation dans le monde arabe reste celui d'un autoritarisme et d'un patriarcat considérables. Cet autoritarisme existe depuis longtemps, et se reflète dans les structures de l'éducation, de l'administration et des institutions. En dépit de la diversité ethnique et religieuse présente dans plusieurs pays arabes, l'approche des systèmes est rarement pluraliste et englobante. La plupart des pays affirment que leur but est de former des diplômés créatifs, capables de réfléchir par eux-mêmes, qui seront des citoyens responsables et des penseurs tout au long de leur vie, avec des compétences en langues, en mathématiques, en sciences, en informatique, etc. Mais ces objectifs énoncés dans les programmes nationaux se mêlent à des valeurs religieuses et nationalistes. Dans l'ensemble, la plupart des nations arabes ont des priorités différentes en termes d'éducation citoyenne. Le problème, c'est que certains font de la formation de citoyens religieux une priorité absolue, d'autres veulent les éduquer en tant que nationalistes patriotiques, d'autres encore souhaitent diviser les jeunes en deux ou plusieurs identités, ethnique, religieuse, nationaliste, régionale et internationale. Dans la plupart des pays arabes, nous voyons les ministères de l'Éducation occuper une place éminemment centralisée, et continuer à être dominés par des systèmes administratifs.

Par ailleurs, les pays arabes manquent de limites efficaces de contrôle, d'unités, de ressources humaines compétentes, et, surtout, d'un engagement politique fort pour entreprendre une réforme politique. Par conséquent, bien que les pays arabes allouent des ressources considérables à l'éducation, le système éducatif pâtit de graves problèmes qui entravent l'épanouissement de citoyens qui ont été formés pour être en adéquation avec la vie sociale

et politique. Nous constatons qu'un apprentissage actif est rare, et que les étudiants ne sont pas encouragés à penser de façon analytique ou critique, car l'enseignement reste didactique et dirigé par l'enseignant. Les étudiants ont très peu d'occasions de se livrer à des discussions ouvertes ou d'exprimer leurs opinions sans crainte ou sans intimidation de la part des enseignants. Enfin, si des efforts sont faits pour introduire dans les manuels des concepts comme la démocratie et les droits de l'homme, les méthodes d'enseignement n'encouragent ni les compétences ni l'engagement nécessaires à une citoyenneté moderne, créant ainsi un fossé énorme entre les buts énoncés et leur mise en œuvre.

Ma deuxième question a trait aux femmes en tant que ressources inexploitées dans la lutte contre le terrorisme. Nous savons qu'entraver les possibilités d'un groupe, quel qu'il soit, notamment les femmes, non seulement est une entrave au développement économique du pays, mais peut également produire une multitude d'autres problèmes d'ordre social, depuis l'inégalité jusqu'au crime et au retrait de la vie publique. Par conséquent, nous avons vu sur toute la planète la façon dont la marginalisation de groupes, et la perception selon laquelle il n'existe aucune possibilité d'un avenir meilleur donnent lieu à de puissantes revendications qu'exploitent des groupes terroristes comme Daesh. Et nous voyons maintenant l'horrible violence des attentats contre des civils égyptiens et des soldats dans le Sinaï, l'effroyable décapitation des Coptes d'Égypte sur les côtes libyennes, l'assassinat par des terroristes d'innocents Américains en Californie en décembre dernier, en France et en Belgique en novembre, et le 14 juillet, lors de la fête nationale en France. Ces assassins et leur cause haineuse sont une menace pour nous tous. Mais si les outils militaires demeurent un moyen capital dans la lutte contre le terrorisme, ils ne peuvent pour autant régler les problèmes sous-jacents qui rendent les peuples vulnérables à l'appât de la violence extrémiste.

Comment pouvons-nous empêcher des jeunes de se tourner vers la violence en premier lieu ? Il s'agit d'une nouvelle façon de penser le terrorisme, d'élargir nos efforts de manière à avoir une longueur d'avance sur la menace terroriste plutôt que de se contenter d'y répondre. Je pense que pour contrer l'extrémisme violent, les gouvernements doivent avoir des partenaires, comme la société civile, dont les dirigeants religieux, le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), qui ont un rôle primordial à jouer en matière de sécurité des communautés et de protection de nos jeunes vulnérables. Les femmes, notamment, sont une ressource inexploitée dans la lutte contre le terrorisme. Puisque Daesh demande aux femmes d'épouser ses combattants terroristes et de soutenir sa campagne nihiliste, elles sont bien placées pour contrecarrer ce message. De quelle façon ? Quel meilleur réseau pour s'enrôler dans la lutte que les femmes, qui vivent dans chaque ville et dans chaque village, dont l'influence se fait ressentir dans chaque famille et qui comprennent les besoins de leurs communautés bien mieux que n'importe quel fonctionnaire d'État ?

Cependant, mobiliser ainsi le pouvoir des femmes sur cet enjeu sécuritaire exige leur autonomisation et celle de groupes de femmes dans toutes les formes de la vie publique. Seules les femmes peuvent s'exprimer avec toute l'indépendance, l'autorité et l'authenticité nécessaires pour repousser le recrutement terroriste. Si les gouvernements entendent sérieusement réduire la menace terroriste, ils doivent alors être sérieux dans leur volonté d'inclure et d'autonomiser les femmes. Cependant, pour que les femmes puissent pleinement participer à la création d'une société prospère et sûre, elles doivent se sentir en sécurité dans leur vie quotidienne. D'après de nombreuses enquêtes, un pourcentage énorme de femmes égyptiennes, par exemple, ont été victimes de harcèlement sexuel ou de violence. Le gouvernement égyptien a pris d'importantes mesures à cet égard, comme les dispositions de la nouvelle constitution qui garantissent la protection des femmes contre toutes formes de violence, ainsi que l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques.

Cependant, comme nous le savons tous, les engagements constitutionnels ne suffisent pas, et les stratégies de confiance nationale ne suffisent pas pour promouvoir l'égalité et mettre un terme à la violence sexuelle. Ces décisions se traduiront par de bien maigres accomplissements si elles ne s'appuient pas sur une volonté politique, un mandat clair, des ressources suffisantes, des institutions fortes et une application rigoureuse. Enfin, je voudrais dire qu'investir dans l'éducation des filles pourrait bien être le plus grand retour sur investissement dans le monde en voie de



développement. Envoyez une petite fille à l'école, et les répercussions seront considérables. Les peuples arabes sont en train d'écrire leur histoire. C'est une période difficile pour tous. Mais pour que les femmes puissent s'épanouir dans une économie mondiale compétitive et éradiquer les extrémismes violents, leur sécurité doit être garantie. Je passerai maintenant la parole à ma collègue du Qatar, qui exposera les nombreuses avancées réalisées par le Qatar sur cette question particulière de l'éducation et du rôle des femmes.

Voici Dr Hamda Hassan Al-Sulaiti, *Secretary General of the Qatari National Commission for Education, Culture and Science* (Secrétaire générale de la commission nationale du Qatar).